

## **Etats-Unis : La concentration des richesses augmente le besoin d'Etat-providence**

Entretien avec Robert Shapiro

*Le Monde*, 12 décembre 2010

### **L'économiste démocrate Robert Shapiro estime que les écarts de revenus deviennent dangereux**

Robert Shapiro, sous-secrétaire au commerce dans l'administration de Bill Clinton, membre de l'aile gauche du Parti démocrate, commente le compromis fiscal passé par Barack Obama avec les républicains, lundi 6 décembre. Celui-ci proroge pour deux ans les baisses d'impôts décidées par George W. Bush, y compris pour les hauts revenus. En échange, le président a obtenu la prolongation de treize mois des indemnités chômage.

### **Contrairement à beaucoup d'autres progressistes, vous approuvez ce compromis. Pourquoi ?**

J'aurais préféré que les réductions d'impôts pour les 2 % de contribuables les plus riches ne soient pas reconduites. Mais cela n'était pas possible politiquement. Les républicains risquaient de bloquer les réductions pour tout le monde. Mais si les impôts avaient augmenté le 1er janvier, c'est le président qui en aurait porté la responsabilité. Et si les réductions d'impôts avaient été supprimées, cela aurait eu un effet de contraction pour l'économie.

Le président a obtenu des concessions qui auraient été nettement plus difficiles à obtenir en janvier, quand le nouveau Congrès aura pris ses fonctions : le renouvellement des allocations chômage pour 13 mois, les crédits d'impôts pour les frais de scolarité, pour la garde d'enfants, et une réduction de la partie des cotisations sociales payées par l'employé. Les républicains avaient également peur d'être rendus responsables de l'échec. C'est pour cela qu'ils ont accepté le plan.

Il y avait une urgence politique des deux côtés. Pour le président, il aurait été beaucoup plus dur de se réengager dans une relance basée sur la fiscalité et d'obtenir, comme il l'a fait, le financement de ces programmes destinés aux couches défavorisées.

### **Peut-on parler d'un nouveau plan de relance ?**

Absolument. Nous avons tous réclamé plus de relance. Mais les républicains s'y étaient opposés. Là, Barack Obama a réussi à obtenir leur accord pour des mesures de relance significatives. C'était totalement inattendu. Pour lui, c'est un grand succès. Toutes les banques d'investissements ont amélioré leurs prévisions.

### **Les républicains ont mis en avant qu'il ne faut pas pénaliser les plus riches car ce sont eux qui créent des emplois. Une telle explication est-elle valide ?**

C'est très difficile à établir. Les réductions pour les plus riches représentent 70 milliards de dollars (53 milliards d'euros) par an, dans une économie qui pèse plus de 1 000 milliards ! Il y aurait eu un effet modeste mais positif sur les taux d'intérêt à long terme, ce qui aurait été un pas de plus dans la direction d'une réduction des déficits.

C'est surtout un positionnement politique. Le parti républicain est anti-impôts, c'est sa marque de fabrique. Mais il va avoir du mal à maintenir cette position dans deux ans. Il sera devant un choix : ou augmenter les impôts pour la classe moyenne ou seulement sur les plus hauts

revenus. Il est probable que nous aurons à faire les deux, d'ailleurs, que ça soit sous la forme d'une taxe énergie ou d'une TVA.

**Vous attendez-vous à une nouvelle bagarre lors du débat sur le relèvement du plafond de la dette ?**

Quand le Congrès est contrôlé par les démocrates, les républicains aiment voter contre l'augmentation du plafond. Là, ils n'auront pas le choix. Si vous ne l'augmentez pas, le gouvernement ne peut fonctionner que quelques semaines. Mais ensuite on ne pourrait pas payer le service de la dette. Or il est impensable que le gouvernement américain fasse défaut. Ce qu'ils feront probablement, c'est abroger la réforme de l'assurance santé par exemple, et le président serait obligé de mettre son veto. A moins qu'Obama ne parvienne à arracher un autre compromis. Le pays a voté pour un gouvernement divisé. Il souhaite voir des compromis.

**Les disparités se sont creusées depuis dix ans. Pourtant les Américains protestent peu...**

Les Américains ont une grande tolérance pour les grosses fortunes. Les self-made milliardaires sont des héros populaires (même si plus de la moitié des grandes fortunes sont en fait héritées). Ils ne se rendent pas compte à quel point la richesse du pays est entre les mains d'un petit nombre. Les hommes politiques de gauche n'utilisent pas beaucoup cet argument, de peur d'être attaqués comme agitant la lutte des classes. Ce qui n'est pas censé exister aux Etats-Unis puisque nous sommes tous égaux.

Mais les inégalités deviennent si importantes qu'elles ont un effet sur la macro-économie. Les plus nantis détiennent tellement de richesse par rapport à la classe moyenne, qui assure 98 % des dépenses de consommation, que cela devient dangereux. Près de 93 % de tous les avoirs financiers - fonds de pension, actions - sont détenus par les 20 % les plus riches. Cela veut dire que 80 % des gens n'ont pas de matelas financier. Souvent, ils n'ont que leur maison qui a perdu 30 % de sa valeur. A long terme, cette concentration de la richesse augmente le besoin d'Etat providence.

**Vous attendez-vous à un changement de politique économique ?**

Personne ne sait. Est-ce que l'accord-cadre que le président vient de conclure va être suffisant pour avoir une économie robuste en 2012 ? Va-t-il présenter une initiative pendant son discours sur l'état de l'Union [*fin janvier*] ? Une initiative sur le déficit, une réforme du code des impôts, des mesures pour l'immobilier ? J'ai recommandé à l'administration de combiner des mesures de réduction du déficit avec une relance à court terme. L'accord sur les réductions d'impôts va dans ce sens.

**Propos recueillis par Corine Lesnes (à Washington)**